

## L'Union européenne prête à s'ouvrir sous conditions aux produits agricoles

© 14/04/2004 |  Terre-net Média

**BRUXELLES, 14 avril 2004 - L'Union européenne va proposer aux quatre pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) d'écouler plus facilement leurs produits agricoles sur son marché, en contrepartie d'une plus grande ouverture de leur part à ses biens industriels, selon des sources européennes.**

L'initiative vise à renforcer les chances de boucler d'ici l'automne les négociations engagées depuis plus de quatre ans pour la conclusion d'un accord de libre échange entre les deux ensembles. Pour la Commission européenne, un tel accord renforcerait les chances de relance des négociations multilatérales du cycle de Doha, en panne depuis l'échec de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en septembre 2003 à Cancun (Mexique).

Mais un compromis sur les bases proposées par Bruxelles pourrait braquer les pays anglo-saxons libéraux comme l'Australie, le Canada ou la Nouvelle-Zélande, en enfonçant un coin dans l'alliance constituée par ces derniers avec le Brésil et l'Argentine au sein du "Groupe de Cairns". Il pourrait aussi affaiblir le bloc du G20, dans lequel le Brésil, avec l'Inde et la Chine, était l'un des plus actifs à réclamer le démantèlement des subventions qui constituent le socle de la politique agricole commune (PAC) de l'UE.

L'UE et les quatre pays du Mercosur doivent échanger vendredi ou au plus tard en début de semaine prochaine des offres qui serviront de base début mai à Bruxelles à leur 13ème round de négociations bilatérales depuis 2000. Les deux parties espèrent pouvoir afficher publiquement lors du sommet UE-Amérique latine de fin mai à Guadalajara (Mexique) leur volonté mutuelle d'arriver à un accord avant fin octobre et l'échéance du mandat de l'actuelle Commission européenne.

"Nous sommes prêts à ouvrir notre marché agricole à des produits qui sont très importants pour le Mercosur, comme la viande brésilienne ou argentine", indique une source communautaire. Pour autant, les Européens attendent en contrepartie du Mercosur qu'il présente "une offre améliorée pour les autres secteurs", souligne Gregor Kreuzhuber, porte-parole du commissaire à l'Agriculture, Franz Fischler qui doit se rendre au Brésil et en Argentine du 27 au 30 avril.

La porte-parole du commissaire au Commerce Pascal Lamy, Arancha Gonzalez, pointe de son côté "les intérêts importants" que l'UE a à défendre "dans l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire, les services, les investissements et les marchés publics". Pour le Financial Times britannique, Bruxelles ambitionne, en "alléchant" le Mercosur, de réfréner ses demandes de libéralisation radicale du commerce agricole à l'OMC, et du même coup de diviser le Groupe de Cairns et le G20.

"Je ne comprends pas qu'on se pose la question aujourd'hui et pas il y a cinq ans. Négocier avec le Mercosur, ce n'est pas un truc qu'on invente maintenant", conteste M. Kreuzhuber. Le porte-parole du commissaire Fischler se dit au contraire "convaincu à 100% que les avancées qu'il pourrait y avoir dans les négociations avec le Mercosur auront une influence positive" à l'OMC, où elles "vont contribuer à améliorer le climat".

"Les divisions au sein du Groupe de Cairns et du G20 existent depuis Cancun... Il est clair qu'à l'intérieur du G20, tous les pays n'ont pas la même sensibilité et que les intérêts du Brésil et de l'Inde ne sont pas les mêmes", argumente une autre source européenne. La grande incertitude réside de toute façon dans la disposition effective des piliers du Mercosur à mettre en veilleuse leur opposition aux subventions agricoles européennes, en cas d'accord bilatéral améliorant l'accès de leurs productions au marché de l'UE.

Côté européen, la ligne reste claire : "On ne va pas payer deux fois, aux négociations à l'OMC et aux négociations avec le Mercosur", résume M. Kreuzhuber.

